

Les Français parlent climat 2025

Quelles perspectives dans
un contexte nouveau ?

Etude quantitative

- février 2025

Sommaire :

#1

Contexte général :
vision de la société
et du politique

#2

Environnement et
climat : un
contexte difficile

#3

Opportunités et
challenges
spécifiques

Approche méthodologique

Une étude quantitative réalisée en direct avec le panéliste

- **Echantillon** : 4000 répondants
- **Quotas** : Échantillon redressé sur la base des quotas *genre, âge, CSP et région*
- **Date de terrain** : 15 jours du 10 au 25 novembre
- **Contexte/actualité** : insécurité, séquence médiatique de Bruno Retailleau, COP 29 et budget sur la fin du terrain
- **Prestataire** : Nous travaillons ici en direct avec le panéliste Kantar Profiles

Une attention particulière portée à la représentativité et à la qualité des données

Le fait de travailler directement avec Kantar Profiles nous permet d'être plus exigeant en ce qui concerne la qualité des données

- **Suivi des quotas** : Tous les quotas sont atteints avec un delta maximum de +/- 5%
- **Quotas électoraux** : L'équilibre par rapport aux résultats du T1 des législatives est respecté dans les grandes lignes sauf pour les abstentionnistes qui sont sous représentés
- **Contrôle de la qualité** : Nous avons mis de côté environ 1000 répondants suite à des contrôles de qualité renforcés dont deux checks d'attention, check speedster, check straightliners, et check question ouverte.

Comparabilité : Travailler avec Kantar Profiles nous permet de comparer les résultats à ceux de l'étude de référence de 2022 ([Les Français parlent climat](#)).



#1 Contexte général : vision de la société et du politique

La défiance gagne du terrain dans un monde qui fait de plus en plus peur

DEFIANCE SOCIALE

La peur de l'autre est le mode par défaut.

83% des Français estiment qu'*on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres.*

Une confiance plus marquée chez les CSP+, les hommes, individus votant pour le NFP ou Ensemble, les individus vivant en IDF

DÉFIANCE NATIONALE

Un pays perçu comme allant à vau-l'eau.

Un pays qui va dans la mauvaise direction pour **85%** des Français contre 55% en 2022.

Des adjectifs négatifs pour qualifier la France aujourd'hui : inquiète, en colère, faible (niveaux + élevés qu'en 2022).

DEFIANCE GLOBALE

Un monde qui est perçu de manière toujours plus anxiogène.

Un monde **de plus en plus dangereux** pour **91%** des Français contre 84% en 2022.

La défiance impacte le rapport à l'Etat et à la solidarité

* Source : DREES

*Lorsqu'on interroge les Français sur l'**intervention de l'Etat** en matière économique et sociale, **37% estiment qu'il devrait intervenir davantage**, contre 58% en 2000.

* **50% des Français estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis**, 15 points de moins qu'en 2017.

La lutte contre la pauvreté moins soutenue

Un appel à l'Etat en diminution

67% des Français estiment que de nombreuses personnes sont aidées en France alors qu'elles ne le méritent pas, 44% au NFP, 70% LREM, 84% RN.

Des aides non méritées

51% des Français estiment qu'il vaut mieux que l'Etat soutienne les personnes qui contribuent le plus quitte à moins soutenir les personnes les plus vulnérables (38% au NFP et 62% RN)

Soutenir le mérite plutôt que la vulnérabilité

L'INTERVENTION DE L'ETAT ET LA SOLIDARITÉ NE SONT PLUS DES ÉVIDENCES

Justice sociale : Dans la définition d'une société juste, le mérite prédomine

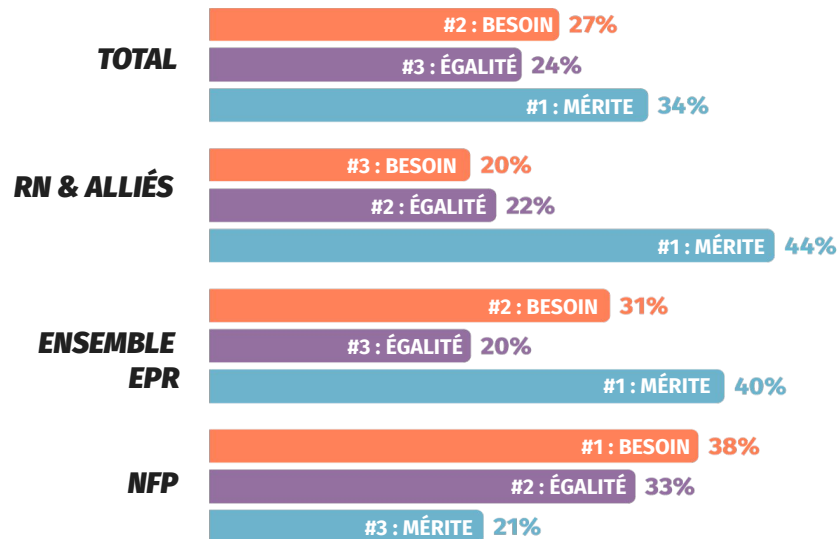
Trois définitions d'une société juste :

SOCIÉTÉ DU MÉRITE : société où les personnes qui travaillent le plus gagnent plus que les autres

SOCIÉTÉ DE L'ÉGALITÉ : société où les revenus et la richesse sont répartis de manière égale entre tous

SOCIÉTÉ DU BESOIN : société où l'on prend soin des personnes pauvres et dans le besoin, indépendamment de ce qu'elles donnent en retour à la société

Conception de la justice selon le vote aux législatives :



3 points majeurs de contexte à prendre en compte :

1

La lutte contre le changement climatique est un enjeu de coopération conditionnelle, au niveau national et international. La défiance l'abîme.

2

L'Etat joue un rôle central dans les propositions pour la transition écologique, or son intervention est questionnée, avec des manques perçus sur ses missions historiques.

3

La transition juste se base sur une définition de la justice sociale qui n'est pas univoque. Dans une société du "mérite", les aides sont un outil qui perd de son évidence.



#2 Environnement et climat : un contexte difficile

Le contexte économique tend à éclipser l'écologie

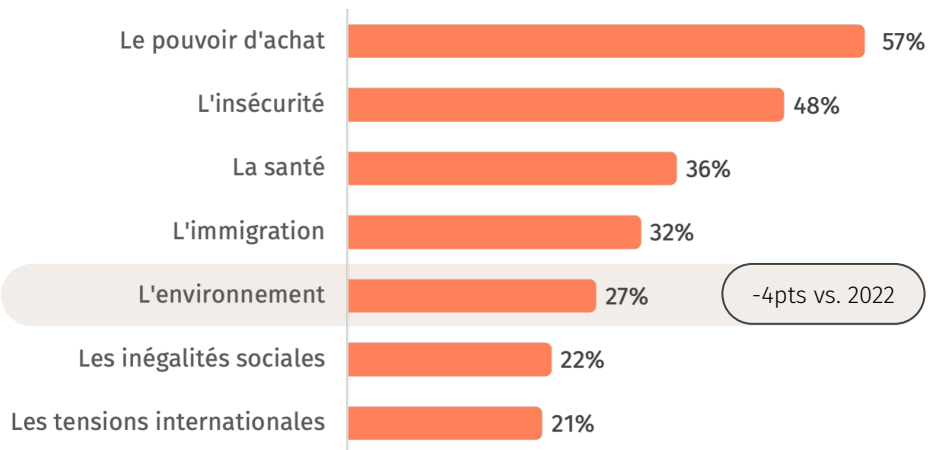
Graph 1

En termes de sujets importants pour le pays, l'environnement est légèrement dépriorisé et passe en 5ème position, derrière le pouvoir d'achat qui s'installe comme la grande priorité des Français. On assiste aussi à une montée importante de l'insécurité et de l'immigration. La santé reste un sujet important et porteur.

Top 3 des sujets qui préoccupent le plus les Français

(Total cité : en 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} positions)

Graph 1



Graph 2

Le contexte économique tend à éclipser l'écologie

Graph 2

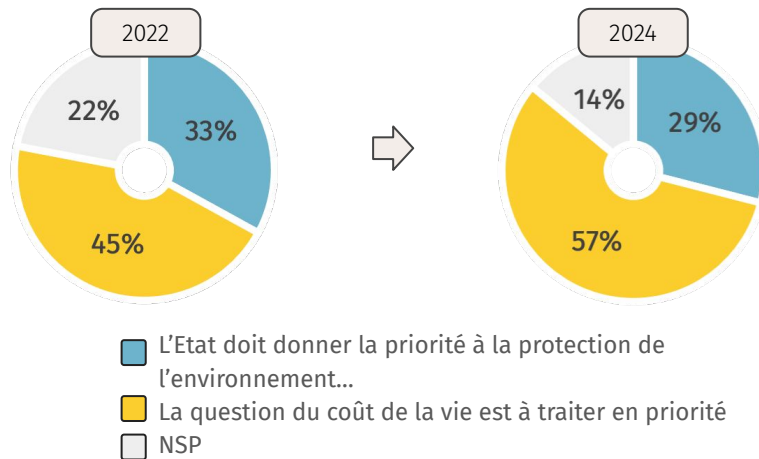
La question du coût de la vie éclipse de plus en plus les préoccupations environnementales.

A choisir entre donner la priorité à la lutte contre le changement climatique et le coût de la vie, l'écart se creuse depuis 2022. A noter que les indécis sur cet arbitrage, nombreux en 2022 (22%), semblent être sortis de leur réserve pour favoriser le pouvoir d'achat (14% aujourd'hui).

Graph 1

Lutter pour l'environnement ou pour le pouvoir d'achat en priorité ?

Graph 2



La priorisation climat reste hétérogène au sein de la population

Graph 1

Les segments Destin Commun : le niveau de préoccupation par le climat varie selon les segments. On perd quelques points de manière uniforme sur l'ensemble des segments vs 2022.

Graph 2

Au niveau du vote, les chiffres sont très similaires à ceux de 2022, quelques mois avant la présidentielle.

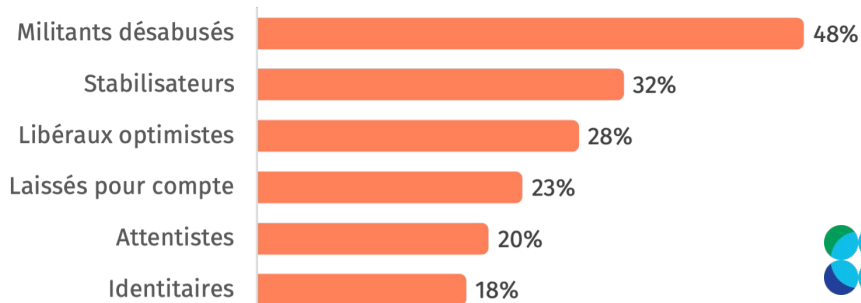
Zoom abstentionnistes et non-inscrits :

Ils priorisent moins le climat que la moyenne française. C'est la chute de la priorisation parmi ce groupe qui explique la majeure partie de la diminution vs 2022 (ils étaient à -2pts vs la moyenne nationale, ils sont à -6pts en 2024).

Graph 1

% qui priorise l'environnement selon segment

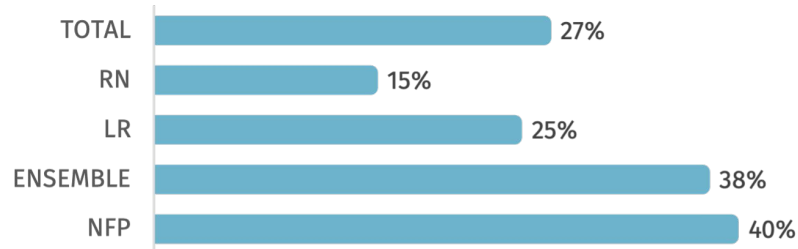
(Choix parmi une liste de préoccupations, segments Destin Commun)



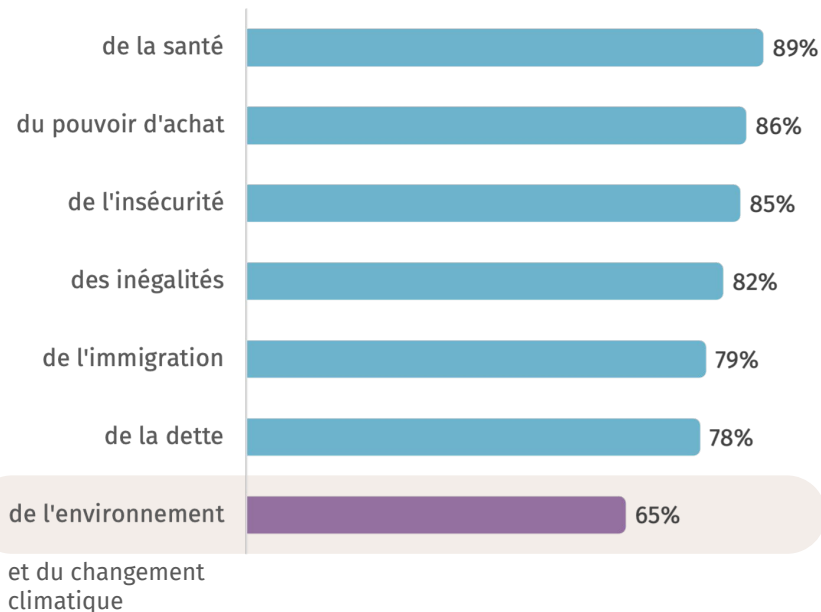
Graph 2

% qui priorise l'environnement selon le vote

(Choix parmi une liste de préoccupations, T1 législatives 2024)



« Diriez-vous que si les responsables politiques français le voulaient vraiment, ils pourraient résoudre le problème... ? »



Une forte croyance dans la capacité du politique à résoudre les problèmes ... moins celui du climat

65%

des Français pensent que si le gouvernement le voulait vraiment, il pourrait résoudre le problème du changement climatique.

Une montée des oppositions, mais un impact sur le soutien aux politiques publiques à relativiser



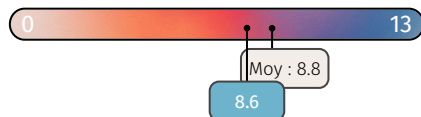
Le techno-solutionniste

25%

Des Français, contre 21% en 2022

Le techno-solutionniste pense qu'il n'est pas utile de changer nos modes de vie et notre modèle économique car **les avancées technologiques permettront de résoudre les problèmes environnementaux.**

Politiques publiques, index* de soutien



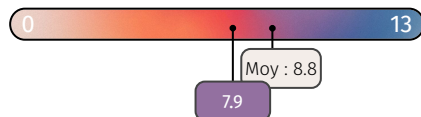
Le libertarien

35%

Des Français, contre 27% en 2022

Le libertarien croit qu'il faut **préserver avant tout les libertés individuelles, plutôt qu'avoir des règles collectives destinées à limiter la dégradation de l'environnement.**

Politiques publiques, index* de soutien



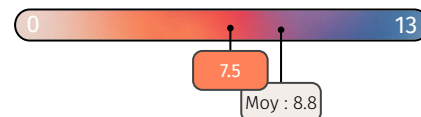
Le climato-sceptique

31%

Des Français, contre 25% en 2022

Le climato-sceptique ne reconnaît pas le caractère anthropique du changement climatique : il considère que ce dernier a toujours existé, qu'il n'existe pas, ou il ne se prononce pas.

Politiques publiques, index* de soutien



*Pour chacune des treize politiques publiques testées, nous avons comptabilisé comme soutien les réponses "assez souhaitable" ou "très souhaitable" qu'elle soit mise en place. Ainsi, sur les 13 politiques publiques testées, en moyenne chaque répondant en trouve 8.8 assez souhaitable ou très souhaitable.



#3 Opportunités et challenges spécifiques

Des politiques publiques qui restent consensuelles

Un niveau de soutien moyen élevé (indice de soutien aux politiques publiques*) :

Moy : 8.8

Priorisent l'envi. : 10

Soutiens
RN : 8

Soutiens
Centre : 9.5

Soutiens
NFP : 9.9

**Pour chacune des treize politiques publiques testées, nous avons comptabilisé comme soutien les réponses "assez souhaitable" ou "très souhaitable" qu'elle soit mise en place. Ainsi, sur les 13 politiques publiques testées, en moyenne chaque répondant en trouve 8.8 assez souhaitable ou très souhaitable.*



CONSENSUELLES

- Développer le transport ferroviaire (passagers et marchandises) (86%)
- Mettre en place une taxe européenne pour les produits importés ne respectant pas les normes sociales et environnementales (79%)
- Réduire de 50% le recours aux pesticides et de 20% l'usage d'engrais chimique d'ici 2030 (83%)
- Tripler la surface en bio (71%)



MAJORITAIRES

- Doubler le parc d'énergie renouvelable éolienne et solaire d'ici 2030 (67%)
- Taxer les trajets en avion (61%)
- Obliger les propriétaires à rénover leurs logements avant une vente (56%)



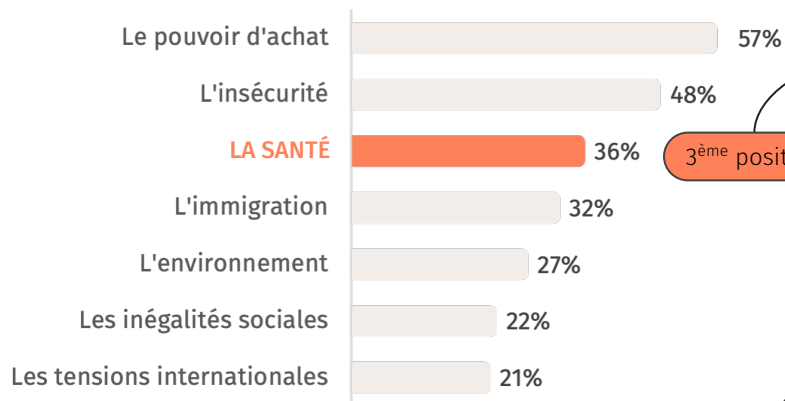
MINORITAIRES

- Sortir du gaz d'ici 2035 (48%)
- Interdire la vente de véhicules thermiques d'ici 2035 (30%)
- Limiter l'accès aux villes des véhicules polluants (48%)

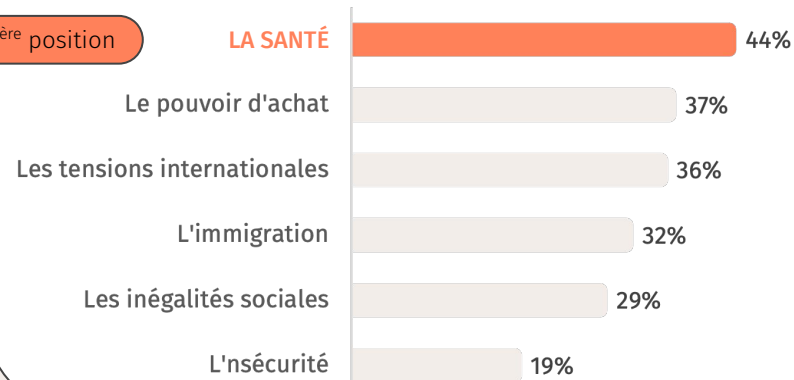
La santé : un lien direct avec le climat à mieux exploiter

Faire le lien entre santé et climat s'impose : d'une part, la santé est le 3ème sujet de préoccupation des Français, devant l'environnement. D'autre part, la santé est le 1er domaine identifié comme étant en lien et donc impacté par le changement climatique. Enfin, **c'est un sujet qui rassemble les Français**, quel que soit leur positionnement politique, leur revenu ou leur âge, c'est un sujet transversal dans la société.

Top 3 des sujets qui **préoccupent le plus les Français** *



Sujets perçus comme étant **le plus impactés par le changement climatique***

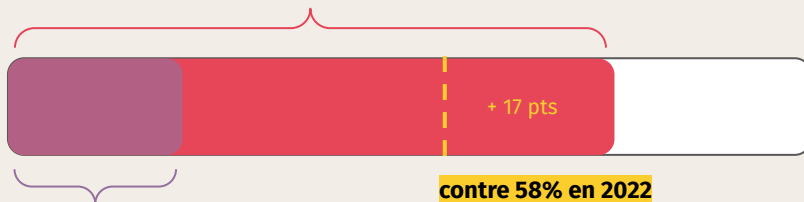


*Total cité : en 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} positions

Des Français qui disent déjà être informés des solutions à leur portée, sans que cela ne se traduise forcément en passage à l'action

75%

des Français déclarent se sentir assez informés sur ce qu'ils peuvent faire à leur niveau pour agir efficacement en faveur de l'environnement et du climat.



23%

se disent d'ailleurs "tout à fait informé"
(contre 9% en 2022)

Cela étant, le baromètre de l'ADEME pointe un fléchissement de l'engagement individuel des Français dans son baromètre de 2024.

Cela pose 2 questions :

- Si l'information favorise l'engagement, suffit-elle pour autant pour le passage à l'action ?
- Quel est le prochain rôle des médias et journalistes dans la lutte climatique ?

La voiture, un sujet inflammable qui ne se résoudra pas que par l'accessibilité financière

Un narratif anti-voiture électrique très répandu

“Une arnaque économique et écologique”, la voiture électrique pâtit d'un narratif aussi négatif que puissant.

- 61% des Français disent l'avoir déjà entendu
- 55% disent être d'accord

Thermique ou électrique, des Français divisés

Lorsqu'il est question de savoir ce que les Français choisiraient d'acheter, à prix équivalent, 3 blocs se détachent :

- 34% achèteraient quand même une voiture thermique (surtout chez les plus âgés et l'électorat RN)
- 36% une voiture électrique (surtout les - de 35 ans et l'électorat Ensemble et NFP)
- 30% ne savent pas

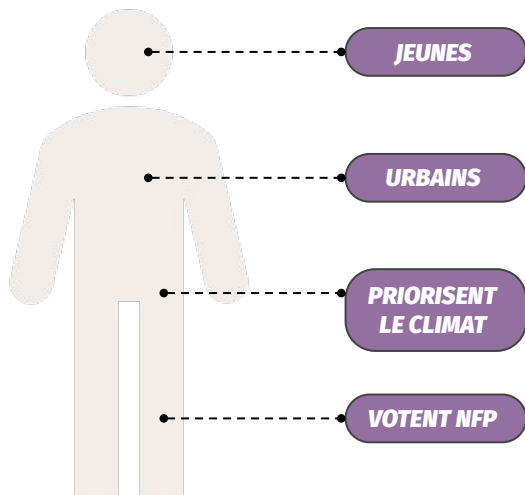
Le prix ne semble donc pas être le seul frein à lever.

Des politiques publiques peu soutenues

Les mesures climatiques impactant la voiture individuelle sont celles les moins soutenues par l'opinion.

- Interdiction de circuler en ville : 44% ne jugent pas souhaitable de limiter l'accès des villes aux véhicules polluants
- Interdiction de vente : 59% ne jugent pas souhaitable d'interdire la vente de véhicules thermiques neufs d'ici 2035

Le soutien aux organisations et mouvements écolos est sociologiquement et idéologiquement marqué



A quoi ressemblent les soutiens aux organisations et mouvements écolos ?

Ils sont jeunes : 67% de soutien chez les moins de 35 ans contre seulement 49% chez les plus de 35 ans

Ils sont urbains : 61% de soutien dans l'agglomération parisienne, 49% en milieu rural

Ils priorisent le climat : 75% de soutien chez ceux qui priorisent, 45% chez ceux qui ne priorisent pas

Ils ont voté NFP : 78% de soutien chez les votants NFP au T1 des législatives, 52% pour Ensemble, 44% LR, 35% RN

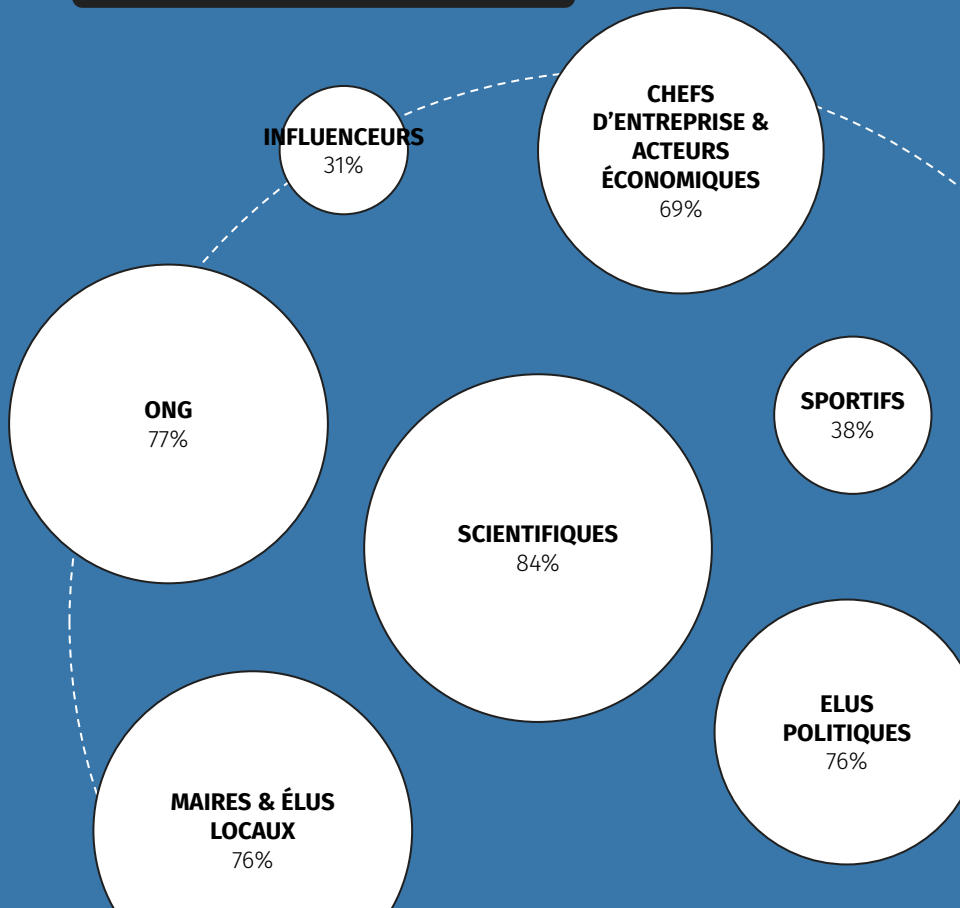
Des émetteurs légitimes pour parler d'environnement et de changement climatique

* Résultats d'une question ouverte. La taille de la typo reflète le nombre d'occurrences. A noter que 1323 répondants ne citent rien/personne.

Qui entend-on en parler le plus ?*



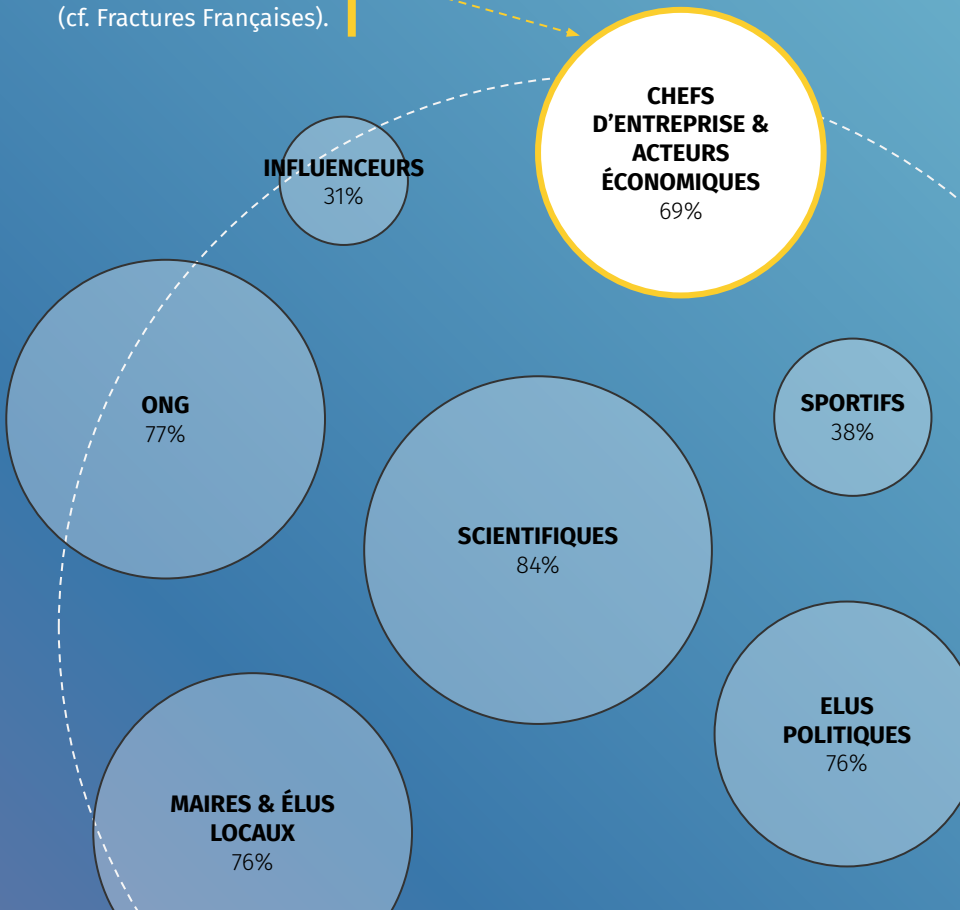
Qui est dans son rôle pour en parler ?



Les chefs d'entreprise et les marques sont dans leur rôle pour parler climat

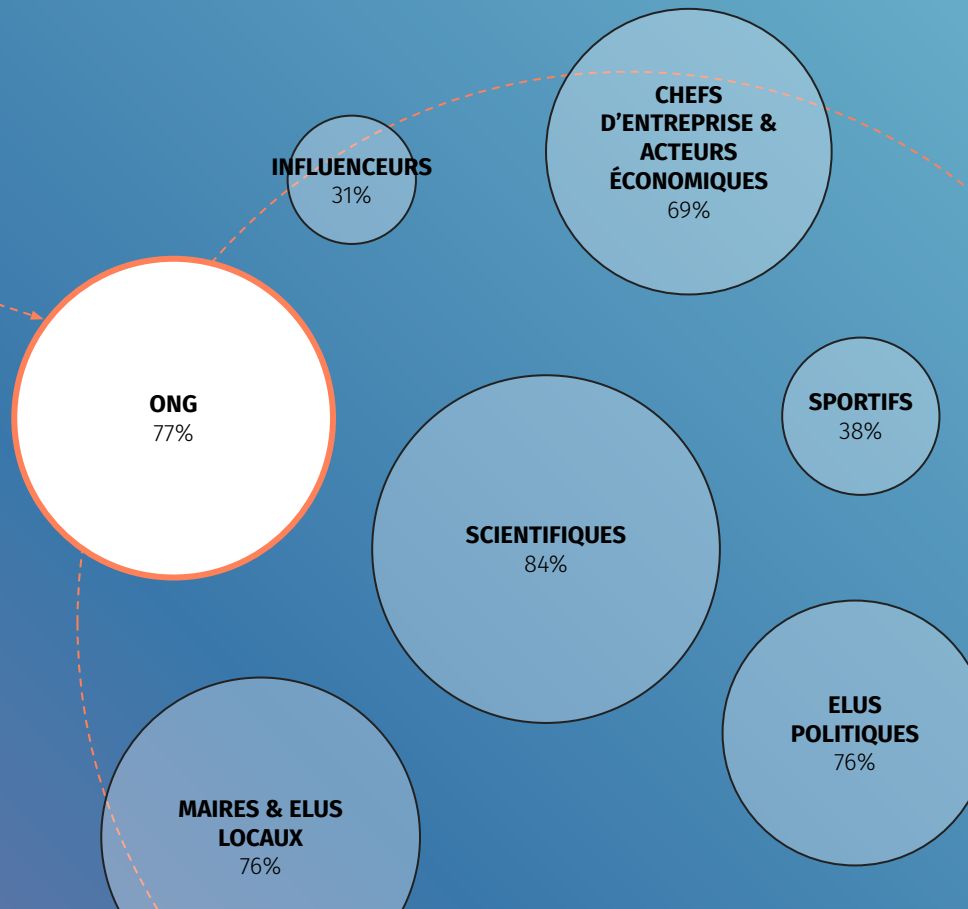
Des émetteurs « dans leur rôle » et de confiance notamment les PME largement devant les politiques (cf. Fractures Françaises).

Entreprises, énergéticiens, GAFAM, grande distribution...
Probablement surtout entendus par des publics plus exposés à la publicité qu'à l'information.



Les ONG sont perçues comme légitimes bien que dans le détail, seuls Greenpeace et WWF parviennent à émerger.

Les ONG sont particulièrement dans leur rôle ; c'est l'émetteur qui arrive en seconde position.



Envie d'en discuter ?
N'hésitez pas à nous
contacter.



Amélie Deloffre
Cofondatrice
amelie@parlonsclimat.org



Lucas Francou Damesin
Cofondateur
lucas@parlonsclimat.org